



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**  
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de  
l'équipement scientifique, des produits photographiques et  
pharmaceutiques  
L'Esplanade Laurier  
140 O'Connor Street,  
East Tower, 7th Floor  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Face shields	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60PV-20ESS3/A	<b>Date</b> 2020-06-04
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60PV-20ESS3	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$PV-926-78789	
<b>File No. - N° de dossier</b> pv926.E60PV-20ESS3	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-06-17</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Buller, Julie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pv926
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 618-9923 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> GC Surplus (to be entered at a later date)	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## TABLE OF CONTENTS

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES.....</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....</b>	<b>8</b>
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
<b>PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE A - BESOIN.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE B- PRIX ET LIVRAISON.....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS</b> <b>INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE « D » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS .....</b>	<b>26</b>
<b>PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI -ATTESTATION</b> <b>ANNEX E GRILLE D'ÉVALUATION .....</b>	<b>27</b>

---

**\*\*\*Puisque plusieurs personnes travaillent présentement de la maison et dans le but de prévenir la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans les communautés, les soumissionnaires doivent utiliser le service Connexion postal ou le télécopieur (819-997-9776) pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissions papier ne seront pas acceptées.\*\*\***

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Exigences relatives à la sécurité**

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **1.2 Besoin**

SPAC a un besoin de fabriquer des écrans faciaux pour les travailleurs qui doivent couvrir tout le visage (yeux, nez et bouche). Le « besoin » est décrit en détail à l'annexe « A » - Énoncé des besoins.

À la suite de la pandémie de COVID-19, les travailleurs peuvent être tenus de prendre des précautions supplémentaires à l'appui de leurs fonctions ou de leurs opérations afin de les protéger, ainsi que les membres du public, contre une exposition accidentelle à ce virus. Ces écrans faciaux ne sont pas destinés à être utilisés par les travailleurs de la santé en contact avec des patients ou à des fins médicales ou chirurgicales.

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone.

### **1.4 Les exceptions relatives à la sécurité nationale**

Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux ont été invoquées; ce marché est donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux.

### **1.5 Contenu canadien**

Les biens et/ou services visés par la présente DP peuvent être limités aux services canadiens tels que définis à la clause A3050T et décrits plus en détail à la section 5.3.

### **1.6 Service Connexion postal**

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2019/03/04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions en utilisant le service Connexion postel ou le télécopieur (819-997-9776).

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

[tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

### **2.3 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard cinq (5) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

### **2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui

---

est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude.

Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif ,> vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif ,> feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **2.5 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

---

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

**Puisque plusieurs personnes travaillent présentement de la maison et dans le but de prévenir la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans les communautés, les soumissionnaires doivent utiliser le service Connexion postal ou le télécopieur (819-997-9776) pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissions papier ne seront pas acceptées.**

- 3.1.1** Le Canada exige du soumissionnaire qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière
- Section III : Attestations
- Section IV : Renseignements supplémentaires

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui des autres copies, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

- 3.1.2** Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

### **3.2 Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux (référence à l'échantillon préalable à l'adjudication, Partie 4, Procédures d'évaluation, 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires).

### **3.3 Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement (référence à la Partie 4, Procédures d'évaluation, 4.1.2 Évaluation financière).

#### **3.3.1 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe C Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe D Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### **3.3.2 Fluctuation du taux de change**

---

[C3011T](#) 2013-11-06 Fluctuation du taux de change

---

### 3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

### 3.5 Section IV: Renseignements supplémentaires

Les informations requises dans cette section doivent être fournies avec la soumission, mais peuvent être fournies ultérieurement. S'il manque des informations à la soumission, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dans lequel elle fournira ces informations. Le fait de ne pas fournir l'information dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

#### 3.5.1 Lieu d'origine de la fabrication

**Note aux soumissionnaires :** cette section s'applique uniquement aux fabricants et sous-traitants qui effectueront une partie du travail (par exemple, couper et coudre), et non aux fabricants et fournisseurs de tissu, de garnitures et d'accessoires (par exemple, fermetures à glissière, crochet et boucle, etc.).

Les soumissionnaires doivent fournir le nom, l'adresse et le pays des fabricants de l'article, incluant des sous-traitants utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat.

Les services des fabricants et des sous-traitants suivants seront utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat :

- a. Nom et adresse complète des fabricants et des sous-traitants : \_\_\_\_\_
- b. Les travaux seront effectués à l'endroit suivant : \_\_\_\_\_ (veuillez indiquer l'adresse complète si elle diffère de l'adresse indiquée au point a))
- c. Nature des travaux du fabricant et de sous-traitance :

(saisissez les renseignements sur chaque fabricant et chaque sous-traitant.)

L'entrepreneur ne pourra recourir à aucun fabricant/sous-traitant autre que ceux nommés ci-dessus sans l'autorisation écrite du Canada.

Le soumissionnaire consent à ce que le Canada divulgue publiquement les renseignements fournis en lien avec les pays d'origine.

Les soumissionnaires doivent immédiatement aviser le Canada par écrit de toute modification ayant des répercussions sur les renseignements fournis conformément à cette clause pendant toute la période de validité de la soumission.

#### 3.5.2 Informations requises - clauses du contrat subséquent

Le Soumissionnaire doit fournir les informations manquantes requises pour compléter la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

### 3.5.3 Utilisation des contrats par les provinces et les territoires

- 1) Toutes les provinces et tous les territoires peuvent passer des commandes distinctes pour les écrans faciaux à leurs fins.
- 2) L'entrepreneur doit fournir et livrer à la province et aux territoires les biens décrits dans le contrat, conformément aux prix fixés dans le contrat si et quand les provinces et les territoires peuvent demander ces biens, conformément à un processus de commande qui être établie après l'attribution du contrat.
- 3) Les quantités commandées par la province et les territoires peuvent différer de celles décrites à l'annexe B et doivent être considérées comme distinctes des quantités fermes et facultatives spécifiées à l'annexe B - Prix et livraison.
- 4) L'entrepreneur comprend et convient que:
- 5) Une commande des provinces et des territoires contre le contrat ne constituera un contrat que lorsque ces biens auront été demandés, à condition que la commande soit effectuée conformément aux dispositions du contrat.
- 6) la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle de la quantité fixe et des quantités facultatives fabriquées par SPAC seulement et pendant la période précisée dans le contrat;
- 7) Le Canada n'agit pas comme mandataire pour les provinces et les territoires et les provinces et les territoires ne sont pas un mandant du Canada. En émettant une ordonnance contre le contrat, les provinces et les territoires acceptent toutes les responsabilités et obligations liées à l'émission et à la gestion de cette ordonnance; et,
- 8) L'entrepreneur n'aura aucune réclamation de quelque nature que ce soit contre le Canada découlant des commandes passées par la province et les territoires.
- 9) Le processus de commande pour les provinces et les territoires sera établi et affiné une fois l'évaluation terminée et les entrepreneurs sélectionnés pour l'attribution.
- 10) Droit de premier refus: Pendant que les mesures d'urgence du gouvernement du Canada relatives à sa réponse à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sont en vigueur, l'entrepreneur doit, en vertu du présent contrat, accorder au Canada le premier droit de refus pour se procurer des écrans faciaux en tissu visés par le présent contrat (l'«exigence») selon les modalités et conditions du présent contrat. Si l'entrepreneur a l'approvisionnement restant ou la capacité de fournir le produit après l'offre au Canada, l'entrepreneur peut offrir le produit à d'autres organisations (au Canada ou à l'extérieur du Canada).



## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

###### 4.1.1.1.1 Échantillons préalables à l'adjudication et documents à l'appui

###### Exigences en matière d'expérience antérieure et exigences relatives au profil de soumissionnaire

Afin d'être considéré conforme, le soumissionnaire doit soumettre les éléments suivants:

**Tableau 1 : Critères de capacités obligatoires du soumissionnaire**

Critères obligatoires	Renvoi Page n°	Respecté / Non respecté	Commentaires
<b>O1 Expérience démontrée</b>			
Le Soumissionnaire sera évalué en fonction de sa capacité de fabrication Canadienne actuelle (par exemple, type d'équipement, nombre de machines, etc.) et de sa capacité à produire des écrans faciaux.			
a) Le Soumissionnaire sera évalué en fonction de sa capacité de fabrication Canadienne actuelle (par exemple, type d'équipement, nombre de machines, etc.) et de sa capacité à produire des écrans faciaux.			
b) Le Soumissionnaire doit préciser comment il respectera et fera la livraison des quantités initiales demandées ainsi que le calendrier de livraison proposé par semaine pour la durée du contrat.			

O2 Approche du soumissionnaire	Renvoi Page n°	Respecté / Non respecté	Commentaires
a)Le soumissionnaire doit démontrer l'approche proposé pour rencontrer le besoin dans les délais prescrits.			

**Échantillons préalables à l'adjudication et documents à l'appui**

Aux fins de l'évaluation technique, pour déterminer la capacité du soumissionnaire à respecter les exigences techniques, des échantillons et les documents d'appui « Une fiche de données technique du fournisseur du tissu utilisé doit être jointe à l'échantillon préalable. La fiche de données technique fait référence à la tenure en fibre, à la largeur du tissu, à la masse du tissu, au nombre de fibres, etc., » doit être soumis à la date et heure de clôture de soumission sans frais pour le Canada.

Les échantillons doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Réception des soumissions TPSGC  
11 rue Laurier  
Place Portage Phase III  
Noyau OB2  
Gatineau, Québec  
K1A0S5

Les documents à l'appui doivent être envoyés électroniquement avec la soumission.

Le fait de ne pas présenter les échantillons préalables à l'adjudication et les documents à l'appui dans le délai prescrit rendra la soumission non-recevable. Les échantillons fournis par le soumissionnaire demeurent la propriété du Canada.

Le soumissionnaire doit s'assurer que les échantillons préalables à l'adjudication requis sont fabriqués conformément aux exigences techniques décrites dans l'énoncé des besoins et sont pleinement représentatifs de la soumission soumise. Le rejet des échantillons préalables à l'adjudication ou des pièces justificatives entraînera la déclaration de non-réponse.

Les échantillons préalables à l'adjudication seront évalués en fonction de leur qualité de fabrication et de leur conformité aux exigences techniques décrites dans l'énoncé des besoins, y compris aux dimensions et aux matériaux prescrits.

L'exigence des échantillons préalables à l'adjudication et des documents à l'appui ne libérera pas le soumissionnaire retenu de l'obligation de se conformer rigoureusement aux exigences techniques de la présente demande de propositions et de tout contrat subséquent.

#### **4.1.2 Evaluation financière**

##### **4.1.2.1 Critères financiers obligatoires**

- a. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP (Ottawa, ON) Incoterms 2000, frais de transport inclus, droits de douane et taxes d'accise compris.
- b. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes pour tous les articles, y compris les articles faisant l'objet d'options.

##### **4.1.2.2 Evaluation financière - Méthodologie**

Le prix global évalué sera établi selon la quantité ferme et 100 % de la quantité optionnelle. Pour l'option, le prix unitaire sera calculé en faisant la moyenne des prix unitaires fermes de chaque année et multiplié par la quantité estimée de 400 000 unités. La quantité estimée est pour but d'évaluation seulement et n'est pas une garantie d'utilisation.

##### **4.1.2.2 Clauses du Guide des CCUA**

[A9033T](#) 2012/07/16 Capacité financière

#### **4.2 Méthode de sélection**

Une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de l'invitation à soumissionner et doit rencontrer tous les critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires pour être jugée recevable.

Le Canada se réserve le droit d'attribuer un ou plusieurs contrats pour toute soumission recevable afin de répondre à son besoin global. Le Canada se réserve le droit de tenir compte de nombreux facteurs dans l'attribution d'un ou de plusieurs contrats, y compris, mais sans s'y limiter :

- a) l'expérience et la capacité du soumissionnaire décrites en réponse aux points M1 et M2 ;
- b) la qualité du travail dans l'échantillon présenté ;
- c) le délai de livraison proposé par le soumissionnaire pour les quantités fermes et optionnelles;
- d) les sous-traitants proposés par le soumissionnaire ;
- e) le prix proposé par le soumissionnaire ;
- f) les considérations socio-économiques, telles que les entreprises détenues par des autochtones ou des minorités.

Le fait qu'une offre ait été déclarée recevable ne signifie pas que le soumissionnaire se sera vu garantir un contrat.

Cette base de sélection ne limite pas les droits du Canada énoncés dans les Instructions uniformisées - Biens ou services - Marchés concurrentiels de 2003 (2019-03-04).

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## PLAN D'ÉVALUATION DE SOUMISSION

**1.1 Méthode générale.** Une équipe d'experts en la matière de Gouvernement du Canada (PME) examinera les documents et les évidences physiques soumis par le l'entrepreneur pour déterminer la conformité à toutes les exigences détaillées dans la demande de proposition et ses annexes.

**2.1 Méthodologie de l'évaluation.** L'évaluation technique des offres se fera comme suit.

**2.1.1** Les évaluateurs examineront les échantillons physiques et l'information techniques fournis pour la qualité de la main-d'œuvre et pour la conformité aux exigences techniques décrites dans l'énoncé des besoins, y compris matériaux et aux mesures spécifiés. Les soumissions non conformes ne seront pas examinées davantage.

**2.1.2** Les évaluateurs vérifieront la conformité aux critères détaillés au **Tableau 1, Section**

**4.1.1.1.** Les soumissions incomplètes seront considérées comme non conformes.

### **2.1.3 Exigences techniques de soumission des offres**

Le soumissionnaire doit présenter les éléments suivants :

- a. Trois échantillons de l'écran facial proposé qui sont conformes aux spécifications du produit, conformément à la fiche technique du fabricant soumise, comme indiqué au point Annexe A - 5.1.1.

---

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumissions.

#### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgcpwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des «soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contratsfederaux>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

## 5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### 5.2.3.1 Attestation de l'échantillon et de la production

Le Soumissionnaire atteste que:

- ( ) le manufacturier qui a fabriqué des échantillons préalable à l'adjudication demeura inchangé pour la pleine production de la quantité du contrat

### 5.2.3.2 Fournisseurs issues de groupes divers (sous-représentés)

SPAC fait la promotion de l'approvisionnement social, ce qui crée une plus grande exclusivité et des possibilités de participation des groupes sous-représentés aux achats du gouvernement fédéral. Les groupes actuellement inclus dans le programme pilote sont les femmes, les personnes handicapées, les minorités visibles et les peuples autochtones. Ces groupes d'approvisionnement sous-représentés seront appelés fournisseurs divers et auront la possibilité de s'auto-identifier lors de la soumission de leur offre.

«Entreprise autochtone» désigne une entité qui est:

- ( ) une entreprise individuelle

Ou

- ( ) une société anonyme
- ( ) une coopérative
- ( ) un partenariat
- ( ) un organisme sans but lucratif dans lequel les Autochtones (Premières nations, Inuits, Métis) détiennent et contrôlent au moins 51%

Ou

- ( ) Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une ou plusieurs entreprises autochtones et une ou plusieurs entreprises non autochtones, à condition que la ou les entreprises autochtones détiennent et

contrôlent au moins 51% de la coentreprise.

## 5.3 Contenu canadien

1. L'entrepreneur garantit que l'attestation du contenu canadien qu'il soumet est exacte et complète, et que les biens, les services ou les deux à fournir en vertu du contrat sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
2. L'entrepreneur doit tenir des registres et des documents appropriés concernant l'origine des biens, des services ou des deux fournis au Canada. L'entrepreneur ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de l'autorité contractante, disposer de ces dossiers ou documents avant l'expiration d'un délai de six (6) ans après le paiement final en vertu du contrat, ou jusqu'au règlement de toutes les réclamations et de tous les différends en suspens en vertu du contrat, selon la dernière éventualité. Tous ces dossiers et documents doivent, à tout moment pendant la période de conservation, pouvoir être vérifiés, inspectés et examinés par les représentants du Canada, qui peuvent en faire des copies et en tirer des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens, et doit fournir toutes les informations que les représentants du Canada peuvent exiger de temps à autre en ce qui concerne ces dossiers et documents.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3. Aucune disposition de la présente clause ne doit être interprétée comme limitant les droits et les recours dont le Canada peut disposer par ailleurs en vertu du contrat.

Ce marché est limité aux produits canadiens.

Le soumissionnaire le certifie :

( ) les produits offerts sont des produits canadiens tels que définis au paragraphe 1 de la clause A3050T.

" Un produit entièrement fabriqué ou originaire du Canada est considéré comme un produit canadien. Un produit contenant des composants importés peut également être considéré comme canadien aux fins de la présente politique lorsqu'il a subi des changements suffisants au Canada, d'une manière qui satisfait à la définition précisée dans les règles d'origine de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, la référence au "territoire" dans les règles d'origine de l'ALENA doit être remplacée par "Canada".

Les soumissionnaires doivent présenter cette attestation avec leur offre. Si l'attestation n'est pas complétée et soumise avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai pour soumettre cette attestation complétée.

Si le soumissionnaire ne se conforme pas à la demande de l'autorité contractante et ne soumet pas l'attestation complétée, sa soumission sera jugée non recevable.

---

## PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Le présent contrat est établi par le Canada dans le cadre de sa réaction à la pandémie de COVID-19.

### 6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 6.2 Besoin

SPAC a un besoin de fabriquer des écrans faciaux pour les travailleurs qui doivent couvrir tout le visage (yeux, nez et bouche). Le « besoin » est décrit en détail à l'annexe « A » - Énoncé des besoins.

À la suite de la pandémie de COVID-19, les travailleurs peuvent être tenus de prendre des précautions supplémentaires à l'appui de leurs fonctions ou de leurs opérations afin de les protéger, ainsi que les membres du public, contre une exposition accidentelle à ce virus. Ces écrans faciaux ne sont pas destinés à être utilisés par les travailleurs de la santé en contact avec des patients ou à des fins médicales ou chirurgicales.

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous « Énoncé des besoins » à l'annexe A. **6.3 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 6.3.1 Conditions générales

[2030](#) (2020-05-28), Conditions générales - biens (besoins plus complexes) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 6.4 Durée du contrat

#### 6.4.1 Date de livraison

##### Livraison - Quantité ferme - Livraisons échelonnées

La livraison de la quantité ferme doit être complétée dans les 30 jours suivant la date d'attribution du contrat et la réception du matériel disponible auprès du gouvernement (MDG).

##### Livraison - Quantité optionnelle

La livraison de la quantité optionnelle débutera dans les \_\_\_\_\_ jours civils suivant la date de la modification du contrat, la réception du matériel disponible auprès du gouvernement (MDG) et de la livraison finale de la quantité du contrat. La quantité livrée doit être de \_\_\_\_\_ unités. Le reste doit être expédié au rythme de \_\_\_\_\_ unités par semaine, après la première livraison jusqu'à pleine exécution de la quantité optionnelle.



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

#### **6.4.1.1 Instruction d'expédition - livraison à destination**

L'entrepreneur devra livrer les biens TPSGC à Winnipeg, Manitoba sur rendez-vous seulement.  
L'entrepreneur ou son transporteur devra prendre rendez-vous en communiquant avec l'autorité.  
Le destinataire peut refuser des livraisons faites sans rendez-vous préalable.

GC Surplus  
1700 Inkster Boulevard  
Winnipeg, Manitoba  
R2X 2T1  
Contact : à être insérer au moment du contrat  
Téléphone : à être insérer au moment du contrat

#### **6.4.1.2 Expéditions en vrac**

Pour les expéditions en vrac, les boîtes doivent être expédiées sur des palettes de 40po sur 48po, emballées sous pellicule rétrécis sable ou l'équivalent, d'une hauteur maximale de 42po.

#### **6.4.1.3 Instruction d'expédition - livraison à destination**

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :  
a) rendu droits acquittés (DDP) (Winnipeg Manitoba) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

#### **6.4.1.4 Emballage - commercial**

Les marchandises doivent être emballées conformément aux normes commerciales reconnues de façon qu'elles arrivent à destination en bon état.

### **6.5 Responsables**

#### **6.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :  
Julie Buller  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction des produits commerciaux et de consommation (DPCC)  
Division des vêtements et textiles  
L'Esplanade Laurier, Tour est 7e étage  
140 rue O'Connor, Ottawa, Ontario  
K1A 0R5 Canada  
Téléphone : 613-618-9923  
Courriel : Julie.Buller@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le présent contrat est :

#### Adresse postale/d'expédition :

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 6.5.3 Représentants de l'entrepreneur

Personne avec qui communiquer :

#### Renseignements généraux

Nom : \_\_\_\_\_  
No de téléphone : \_\_\_\_\_  
No de télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

#### Suivi de la livraison

Nom : \_\_\_\_\_  
No de téléphone : \_\_\_\_  
No de télécopieur : \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## 6.6. Paiement

### 6.6.1 Base de paiement Base de paiement - prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B Prix et Livraison, selon un montant total de \$\_\_\_\_\_ (le montant à être insérer au moment de l'attribution du contrat) \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante

avant d'être intégrés aux travaux.

### 6.6.2 Clauses du *Guide des CCUA*

[H1001C](#) 2008/05/12 Paiements multiples

### 6.6.3 Paiement électronique de factures – contrat

(à être communiqué au moment de l'attribution du contrat)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat Visa ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;

---

## 6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
  - a) Un (1) exemplaire doit être envoyé par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé Responsables" du contrat.
  - b) L'original doit être envoyé à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

SPAC  
L'Esplanade Laurier, East Tower 12th Floor  
140 O'Connor, Street, Ottawa, Ontario  
K1A 0R5 Canada  
Att: Sebastien Aubertin-Giguere  
[Sebastien.Aubertin-Giguere@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Sebastien.Aubertin-Giguere@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## 6.8 Assurances

Clause du *Guide des CCUA G1005C* (2016/01/28), Assurances – aucune exigence particulière

## 6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### 6.9.2 Contenu Canadien

1. L'entrepreneur garantit que l'attestation du contenu canadien qu'il soumet est exacte et complète, et que les biens, les services ou les deux à fournir en vertu du contrat sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
2. L'entrepreneur doit tenir des registres et des documents appropriés concernant l'origine des biens, des services ou des deux fournis au Canada. L'entrepreneur ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de l'autorité contractante, disposer de ces dossiers ou documents avant l'expiration d'un délai de six (6) ans après le paiement final en vertu du contrat, ou jusqu'au règlement de toutes les réclamations et de tous les différends en suspens en vertu du contrat, selon la dernière éventualité. Tous ces dossiers et documents doivent, à tout moment pendant la période de conservation, pouvoir être vérifiés, inspectés et examinés par les représentants du Canada, qui peuvent en faire des copies et en tirer des extraits. L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens, et doit fournir toutes les informations que les représentants du Canada peuvent exiger de temps à autre en ce qui concerne ces dossiers et documents.
3. Aucune disposition de la présente clause ne doit être interprétée comme limitant les droits et les recours dont le Canada peut disposer par ailleurs en vertu du contrat.

---

Ce marché est limité aux produits canadiens.

Le soumissionnaire le certifie :

( ) les produits offerts sont des produits canadiens tels que définis au paragraphe 1 de la clause A3050T.

" Un produit entièrement fabriqué ou originaire du Canada est considéré comme un produit canadien. Un produit contenant des composants importés peut également être considéré comme canadien aux fins de la présente politique lorsqu'il a subi des changements suffisants au Canada, d'une manière qui satisfait à la définition précisée dans les règles d'origine de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, la référence au "territoire" dans les règles d'origine de l'ALENA doit être remplacée par "Canada".

Les soumissionnaires doivent présenter cette attestation avec leur offre. Si l'attestation n'est pas complétée et soumise avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai pour soumettre cette attestation complétée.

Si le soumissionnaire ne se conforme pas à la demande de l'autorité contractante et ne soumet pas l'attestation complétée, sa soumission sera jugée non recevable.

#### 6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

#### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales [2030](#) (2020-05-28), Conditions générales - biens (besoins plus complexes);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) Annexe B, Prix et Livraison;
- e) Échantillon Visuel date de la soumission \_\_\_\_\_
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_

#### 6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

<a href="#">A3050T</a>	(2018-12-06)	Définition du contenu canadien
<a href="#">A3051T</a>	(2018-12-06)	Attestation du contenu canadien
<a href="#">A3060C</a>	(2008-05-12)	Attestation du contenu canadien
<a href="#">B7500C</a>	(2006-06-16)	Marchandises excédentaires
<a href="#">D2001C</a>	(2007-11-30)	Étiquetage

#### 6.13 Sous-traitant(s)

Les services du (des) sous-traitant(s) ci-après seront utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat.

Nom de l'entreprise: \_\_\_\_\_

Emplacement: \_\_\_\_\_

Valeur du marché de sous-traitance: \_\_\_\_\_ \$

Nature des travaux de sous-traitance: \_\_\_\_\_

L'entrepreneur ne pourra avoir recours aux services que des sous-traitants dont le nom figure ci-dessus, à moins d'avoir obtenu la permission écrite du Canada.

#### **6.14 Utilisation des contrats par les provinces et les territoires**

- 1) Toutes les provinces et tous les territoires peuvent passer des commandes distinctes pour les écrans faciaux à leurs fins.
- 2) L'entrepreneur doit fournir et livrer à la province et aux territoires les biens décrits dans le contrat, conformément aux prix fixés dans le contrat si et quand les provinces et les territoires peuvent demander ces biens, conformément à un processus de commande qui être établie après l'attribution du contrat.
- 3) Les quantités commandées par la province et les territoires peuvent différer de celles décrites à l'annexe B et doivent être considérées comme distinctes des quantités fermes et facultatives spécifiées à l'annexe B - Prix et livraison.
- 4) L'entrepreneur comprend et convient que:
- 5) Une commande des provinces et des territoires contre le contrat ne constituera un contrat que lorsque ces biens auront été demandés, à condition que la commande soit effectuée conformément aux dispositions du contrat.
- 6) la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle de la quantité fixe et des quantités facultatives fabriquées par SPAC seulement et pendant la période précisée dans le contrat;
- 7) Le Canada n'agit pas comme mandataire pour les provinces et les territoires et les provinces et les territoires ne sont pas un mandant du Canada. En émettant une ordonnance contre le contrat, les provinces et les territoires acceptent toutes les responsabilités et obligations liées à l'émission et à la gestion de cette ordonnance; et,
- 8) L'entrepreneur n'aura aucune réclamation de quelque nature que ce soit contre le Canada découlant des commandes passées par la province et les territoires.
- 9) Le processus de commande pour les provinces et les territoires sera établi et affiné une fois l'évaluation terminée et les entrepreneurs sélectionnés pour l'attribution.
- 10) Droit de premier refus: Pendant que les mesures d'urgence du gouvernement du Canada relatives à sa réponse à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sont en vigueur, l'entrepreneur doit, en vertu du présent contrat, accorder au Canada le premier droit de refus pour se procurer des écrans faciaux en tissu visés par le présent contrat (l'«exigence») selon les modalités et conditions du présent contrat. Si l'entrepreneur a l'approvisionnement restant ou la capacité de fournir le produit après l'offre au Canada, l'entrepreneur peut offrir le produit à d'autres organisations (au Canada ou à l'extérieur du Canada).

#### **6.15 Exigences techniques pendant la production**

SPAC a le droit de demander un ou plusieurs échantillons de production, un ou plusieurs certificats de conformité, un ou plusieurs échantillons de composants, à sa discrétion, à tout moment pendant la durée du contrat, afin d'assurer la conformité technique aux exigences du contrat. Cette demande sera faite par écrit par l'autorité contractante.

Le rejet par l'autorité technique d'un ou plusieurs échantillon(s) de production, certificat(s) de conformité, échantillon(s) de composant, pour non-respect des exigences du contrat sera un motif de résiliation du contrat pour manquement. Les échantillons de production, les certificats de conformité et les échantillons de composants soumis par l'entrepreneur demeurent la propriété du Canada.

---

## **ANNEXE A - BESOIN**

### **1.0 TITRE**

SPAC écrans faciaux pour les travailleurs essentiels des services publics.

### **2.0 OBJECTIF**

Produire et fournir des écrans faciaux à la PSPC pour un usage non médical par les travailleurs.

### **3.0 CONTEXTE**

À la suite de la pandémie de COVID-19, les travailleurs peuvent être tenus de prendre des précautions supplémentaires à l'appui de leurs fonctions ou de leurs opérations afin de les protéger, ainsi que les membres du public, contre une exposition accidentelle à ce virus. Ces écrans faciaux ne sont pas destinés à être utilisés par les travailleurs de la santé en contact avec des patients ou à des fins médicales ou chirurgicales.

### **4.0 PORTEE**

L'objectif de ce cahier des charges est de définir les travaux de fabrication des écrans faciaux en plastique pour les employés. Dans tous les cas, l'écran facial doit entourer toute la zone du visage à partir du haut du front et s'étendre verticalement sous la bouche et la mâchoire. Il doit s'étendre tout autour vers les oreilles. Il doit pouvoir être ajusté pour s'adapter à des têtes de différentes tailles. L'écran facial sera porté par les personnes pendant des périodes allant jusqu'à huit à douze heures par jour.

### **5.0 EXIGENCES**

A moins d'indication au contraire, le contractant doit fournir tout le matériel et l'équipement nécessaires à la fabrication d'écrans faciaux destinés à être portés individuellement. La conception doit être conforme aux lignes directrices de l'Agence de la santé publique du Canada sur les écrans faciaux. La conception, conformément aux meilleures pratiques acceptées et au contrôle de la qualité de la production, demeure la seule responsabilité du fabricant.

#### **5.1.1 Spécifications techniques - Écran facial**

- a) L'écran facial construit doit être en plastique transparent tel que (mais non limité à) :
  - a.1) PET (polyéthylène téréphtalate)
  - a.2) PETG (polyéthylène téréphtalate modifié au glycol)
  - a.3) Polycarbonate
  - a.4) Ou autre plastique approprié
- b) L'écran facial construit doit être suffisamment large pour couvrir un visage humain (au moins 175 mm de large à l'horizontale)
- c) L'écran facial construit ne doit pas être inférieur à 200 mm (8 pouces) dans la dimension verticale de haut en bas

d) Le matériel utilisé pour l'écran facial doit être recyclable

e) Le plastique de l'écran facial final ne doit pas avoir une épaisseur inférieure à 0,30 mm (calibre 29)

**Tableau de conversion des mesures**

Mesure	Épaisseur Nominal		Épaisseur Min.		Épaisseur Max.	
	mm	pouces	mm	pouces	mm	pouces
<b>10</b>	3.43	0.135	3.28	0.129	3.58	0.141
<b>11</b>	3.05	0.120	2.92	0.115	3.17	0.125
<b>12</b>	2.67	0.105	2.54	0.100	2.77	0.109
<b>13</b>	2.285	0.090	2.18	0.086	2.38	0.094
<b>14</b>	1.9	0.075	1.8	0.071	1.98	0.078
<b>15</b>	1.71	0.067	1.65	0.065	1.8	0.071
<b>16</b>	1.52	0.060	1.44	0.057	1.6	0.063
<b>17</b>	1.37	0.054	1.3	0.051	1.43	0.056
<b>18</b>	1.22	0.048	1.14	0.045	1.27	0.05
<b>19</b>	1.04	0.041	0.99	0.039	1.12	0.044
<b>20</b>	0.892	0.035	0.84	0.033	0.96	0.038
<b>21</b>	0.815	0.032	0.76	0.030	0.86	0.034
<b>22</b>	0.74	0.029	0.69	0.027	0.79	0.031

<b>23</b>	0.668	0.026	0.61	0.024	0.71	0.028
<b>24</b>	0.61	0.024	0.56	0.022	0.64	0.025
<b>25</b>	0.51	0.020	0.48	0.019	0.56	0.022
<b>26</b>	0.455	0.018	0.41	0.016	0.49	0.019
<b>27</b>	0.41	0.016	0.36	0.014	0.44	0.017
<b>28</b>	0.385	0.015	0.35	0.013	0.41	0.016
<b>29</b>	0.33	0.013	0.31	0.012	0.35	0.014

### 5.1.2 Spécifications techniques – Bandeau

- a) Les bandeaux fournis doivent être facilement ajustables grâce à des motifs appropriés (velcro, boutons-pression, ou autres, etc.)
- b) Les matériaux utilisés pour les bandeaux doivent être d'une épaisseur appropriée (taille unique).
- c) Les matériaux utilisés pour le bandeau doivent être recyclables

## 6.0 EMBALLAGES

6.1.1 Le contractant doit fournir un jeu d'instructions de montage, d'entretien et d'utilisation avec chaque boîte d'écrans faciaux, de préférence en format bilingue (français/anglais) mais, au minimum, en anglais.

6.1.2 À une extrémité de chaque boîte, les pochoirs ou l'étiquetage doivent porter de manière lisible les informations suivantes

- Numéro de contrat ;
- Quantité (par boîte) / Unité d'émission (selon le cas)
- Destinataire - Comme spécifié dans l'appel ;
- Expéditeur - Nom ou symbole de l'expéditeur ;
- Boîte \_\_\_\_ de \_\_\_\_ Boîte - Selon le cas pour chaque expédition.

6.1.3 Le dernier conteneur d'expédition de chaque expédition doit avoir apposé sur le côté sur lequel figurent les instructions d'expédition (paragraphe 2.1.11.2.4), une enveloppe contenant la liste d'emballage, la note de mainlevée, etc. Cette enveloppe résistante à l'eau doit porter la mention bien visible "Liste de colisage jointe" et être solidement fixée à la paroi extérieure du conteneur.



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE B- Prix et Livraison

Par l'attribution de plusieurs contrats, l'État a l'intention d'acheter un total estimé à 5,000,000 d'unités. Les informations présentées ci-dessous sont applicables à l'attribution d'un seul marché.

**Tableau 1 : Exigence  
Quantité ferme**

Article No.	Qty	Table 1: Deliverables-Description	Destination	Prix d'unité*	Prix
1	XXX,XXX	Écran facial	Winnipeg	\$ _____	\$ _____
				<b>Sous-total</b>	\$ _____
				<b>TAX (13%)</b>	\$ _____
		<b>*=Prix unitaire ferme en CAD, DDP, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus</b>		<b>TOTAL CAD:</b>	\$ _____

### QUANTITÉ D'OPTION - Identifiée comme Article 2

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens décrits au point 2 selon les mêmes modalités et aux prix indiqués dans le contrat. L'option ne peut être exercée que par l'autorité contractante.

L'option peut être exercée à la seule discrétion du Canada. Le Canada n'est pas obligé d'exercer une option pour acquérir les biens décrits à l'article 2 et le présent contrat ne représente pas un engagement d'acheter ces biens de l'entrepreneur.

**Tableau 2 : Option Exigence**

Article No.	Qty	Table 1: Deliverables-Description	Destination	Prix d'unité*	Prix
1	XXX,XXX	Écran facial	Winnipeg	\$ _____	\$ _____
				<b>Sous-total</b>	\$ _____
				<b>TAX (13%)</b>	\$ _____
		<b>*=Prix unitaire ferme en CAD, DDP, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus</b>		<b>TOTAL CAD:</b>	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS  
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ELECTRONIQUE**

*Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.*

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E6OPV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E6OPV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E6OPV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE « D » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

LeCanada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.
- ☐ A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

**OU**

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

**OU**

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées)

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
E60PV-20ESS1/004/PV  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
E60PV-20ESS1/004/PV

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
pv926. E60PV-20ESS1

d de l'acheteur - Buyer ID  
pv926  
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

**ANNEXE E**

**GRILLE D'ÉVALUATION  
ÉCRAN FACIAL**

Identification du soumissionnaire :	
Nom du compagnie et produit :	
Étape 1 : Évaluation technique — Critères concernant les capacités obligatoires du soumissionnaire	
CONFORME <input type="checkbox"/>	NON-CONFORME <input type="checkbox"/>
Stage 2: Technical Evaluation — Physical Sample	
CONFORME <input type="checkbox"/>	NON-CONFORME <input type="checkbox"/>

### Étape 1 : Évaluation technique – Critères concernant les capacités obligatoires du soumissionnaire

Critères concernant les capacités obligatoires du soumissionnaire	Renvoi Page n°	Respecté / Non respecté	Commentaires
<b>O1 Expérience démontrée</b>			
Le Soumissionnaire sera évalué en fonction de sa capacité de fabrication Canadienne actuelle (par exemple, type d'équipement, nombre de machines, etc.) et de sa capacité à produire des écrans faciaux.			
a) Le Soumissionnaire sera évalué en fonction de sa capacité de fabrication Canadienne actuelle (par exemple, type d'équipement, nombre de machines, etc.) et de sa capacité à produire des écrans faciaux.			
b) Le Soumissionnaire doit préciser comment il respectera et fera la livraison des quantités initiales demandées ainsi que le calendrier de livraison proposé par semaine pour la durée du contrat.			
<b>Critères concernant les capacités obligatoires du soumissionnaire</b>	<b>Renvoi Page n°</b>	<b>Respecté / Non respecté</b>	<b>Commentaires</b>
a) Le soumissionnaire doit indiquer les lieux de fabrication au Canada, le cas échéant, à partir desquels il offre de fournir des services de fabrication et de livraison dans le cadre de la présente			

## Étape 2 : Évaluation technique - Échantillon

No. de paragr.	Exigence	Méthode d'évaluation	Conforme Non conforme
5.1.1	a) L'écran facial construit doit être en plastique transparent tel que (mais non limité à) :	Inspection visuelle	
	a.1) PET (polyéthylène téréphthalate)		
	a.2) PETG (polyéthylène téréphthalate modifié au glycol)		
	a.3) Polycarbonate		
	a.4) Ou autre plastique approprié		
5.1.2	b) L'écran facial construit doit être suffisamment large pour couvrir un visage humain (au moins 7 pouces - 175 mm de large à l'horizontale)	Inspection visuelle	
	c) L'écran facial construit ne doit pas être inférieur à 200 mm (8 pouces) dans la dimension verticale de haut en bas	Inspection visuelle	
	d) Le matériel utilisé pour l'écran facial doit être recyclable	Inspection visuelle	
	e) Le plastique de l'écran facial final ne doit pas avoir une épaisseur inférieure à 0,30 mm (calibre 29) (Voir charte de l'Annexe A -Section 5.1.1 e)	Inspection visuelle et ruban à mesurer	
5.1.2	a) Les bandeaux fournis doivent être facilement ajustables grâce à des motifs appropriés (velcro, boutons-pression, ou autres, etc.)	Inspection visuelle	
	b) Les matériaux utilisés pour les bandeaux doivent être d'une épaisseur appropriée (taille unique).	Inspection visuelle et ruban à mesurer	
	c) Les matériaux utilisés pour le bandeau doivent être recyclables	Inspection visuelle et ruban à mesurer	